

## **BGE 20151103\_37466\_13 vom 3. November 2015**

Bundesgericht (BGE), 2015-11-03, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_20151103\\_37466\\_13](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_20151103_37466_13)

FR: BGE 20151103\_37466\_13 du 3 novembre 2015

IT: BGE 20151103\_37466\_13 del 3 novembre 2015

### **Regeste**

Regeste Diese Zusammenfassung existiert nur auf Französisch. DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ de la CourEDH: SUISSE: Art. 3 et 8 CEDH, pris isolément et combinés avec l'art. 13 CEDH. Renvoi en Italie d'un requérant d'asile syrien souffrant de problèmes psychiques (stress post-traumatique). Affaire similaire à celle de A.S. contre Suisse. La situation générale du dispositif d'accueil en Italie ne saurait constituer en soi un obstacle à tout renvoi de demandeurs d'asile vers ce pays. Par ailleurs, l'intéressé n'a pas développé de relations familiales étroites en Suisse avec sa soeur, elle-même arrivée dans ce pays quelques jours seulement avant le requérant et dont le séjour sur le territoire suisse était toléré pendant la durée de la procédure d'asile. De plus, le Tribunal administratif fédéral procède normalement à un examen approfondi de chaque situation individuelle et n'hésite pas à invoquer la clause de souveraineté contenue dans l'art. 3 par. 2 du règlement Dublin. Il en résulte que le requérant a bénéficié d'un recours effectif. En conséquence, son grief tiré de l'art. 13 combiné avec l'art. 3 et l'art. 8 CEDH doit être rejeté pour défaut manifeste de fondement (ch. 16 - 31). Conclusion: requête déclarée irrecevable.

Inhaltsangabe des BJ (4. Quartalsbericht 2015) Unmenschliche oder erniedrigende Behandlung (Art. 3 EMRK), Achtung des privat- und Familienlebens (Art. 8 EMRK); Recht auf wirksame Beschwerde (Art. 13 i.V.m. Art. 3 und 8 EMRK; Wegweisung nach Italien. Der syrische Beschwerdeführer kurdischer Herkunft machte geltend, dass ihm aufgrund der schlechten Verhältnisse für Asylsuchende und mangels verfügbarer Pflege für seine psychische Krankheit im Falle einer Wegweisung nach Italien eine gegen Artikel 3 EMRK widersprechende Behandlung droht. Durch die Abschiebung nach Italien würde zudem die Beziehung zu seiner Schwester und deren Ehemann abgebrochen, welche beide in der Schweiz wohnten; dies verletze sein Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens (Art. 8 EMRK) umso mehr, als er besonders schutzbedürftig und aufgrund seiner psychischen Erkrankung von seiner Schwester abhängig sei. Zu Artikel 3 EMRK stellte der Gerichtshof fest, dass der Fall Ähnlichkeiten mit dem Urteil A.S. gegen die Schweiz vom 30. Juni 2015 aufweist (vgl. Ausgewählte Urteile und Entscheide des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte 2. Quartal 2015). Dort habe er entschieden, dass weder der Gesundheitszustand des Beschwerdeführers kritisch sei noch Anzeichen bestünden für ein Unterbleiben einer angemessenen Behandlung der psychischen Probleme im Falle einer Rückkehr nach Italien. Weiter stellte der Gerichtshof fest, dass die Aufnahmebedingungen für sich alleine keinen Vollzugsstopp für alle Wegweisungen in dieses Land rechtfertigen. Auch bei Artikel 8 EMRK bezog sich der Gerichtshof auf das Urteil A.S. gegen die Schweiz und stellte fest, dass die Anwesenheit des Beschwerdeführers von den Schweizer Behörden weniger als zwei Monate lang toleriert worden ist und einzig dazu diene, das Asylgesuch zu prüfen sowie den Bestimmungen der Dublin-Verordnung und den innerstaatlichen Regeln gerecht zu werden. Der Beschwerdeführer könne somit nicht geltend machen, dass in der Schweiz eine enge familiäre Beziehung zur Schwester

entstanden sei, welche ihrerseits nur einige Tage vor dem Beschwerdeführer in die Schweiz eingereist und deren Aufenthalt damals auch nur für die Dauer ihres Asylverfahrens bewilligt war. Unzulässig (einstimmig).

Regeste DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ de la Cour EDH: SUISSE: Art. 3 et 8 CEDH, pris isolément et combinés avec l'art. 13 CEDH. Renvoi en Italie d'un requérant d'asile syrien souffrant de problèmes psychiques (stress post-traumatique). Affaire similaire à celle de A.S. contre Suisse. La situation générale du dispositif d'accueil en Italie ne saurait constituer en soi un obstacle à tout renvoi de demandeurs d'asile vers ce pays. Par ailleurs, l'intéressé n'a pas développé de relations familiales étroites en Suisse avec sa soeur, elle-même arrivée dans ce pays quelques jours seulement avant le requérant et dont le séjour sur le territoire suisse était toléré pendant la durée de la procédure d'asile. De plus, le Tribunal administratif fédéral procède normalement à un examen approfondi de chaque situation individuelle et n'hésite pas à invoquer la clause de souveraineté contenue dans l'art. 3 par. 2 du règlement Dublin. Il en résulte que le requérant a bénéficié d'un recours effectif. En conséquence, son grief tiré de l'art. 13 combiné avec l'art. 3 et l'art. 8 CEDH doit être rejeté pour défaut manifeste de fondement (ch. 16 - 31). Conclusion: requête déclarée irrecevable. Synthèse de l'OFJ (4ème rapport trimestriel 2015) Traitements inhumains et dégradants (art. 3 CEDH); respect de la vie privée et familiale (art. 8 CEDH); droit à un recours effectif (art. 13 combiné avec les art. 3 et 8 CEDH); renvoi en Italie. Le requérant, syrien d'origine kurde, a principalement fait valoir qu'en cas de renvoi en Italie, il subirait des traitements contraires à l'article 3 CEDH en raison des mauvaises conditions d'accueil des requérants d'asile dans ce pays et du manque de soins disponibles pour traiter sa maladie mentale. Sous l'angle de l'article 8 CEDH, il a fait valoir qu'en rompant le lien qu'il entretient avec sa sœur et le mari de sa sœur, qui vivent les deux en Suisse, son renvoi vers l'Italie violerait son droit au respect de sa vie privée et familiale, ce d'autant plus qu'il serait particulièrement vulnérable et dépendant de sa sœur en raison de sa maladie mentale. Sous l'angle de l'art. 3 CEDH, la Cour a constaté que cette affaire était similaire à l'affaire A.S. c. Suisse du 30 juin 2015 (cf. arrêts et décisions choisis de la Cour européenne des droits de l'homme 2ème trimestre 2015), dans laquelle elle avait constaté que le requérant n'était pas atteint de manière critique dans sa santé et qu'il n'y avait pas d'indices selon lesquels il ne recevrait pas un traitement approprié pour ses problèmes psychologiques en cas de retour en Italie. Elle a également rappelé que les conditions d'accueil ne pouvaient pas, en elles-mêmes, justifier le blocage de tous les renvois vers ce pays. Sous l'angle de l'art. 8 CEDH, la Cour s'est également référée à l'arrêt A.S. c. Suisse et a constaté que la présence du requérant sur le territoire suisse a été tolérée par les autorités suisses pour moins de deux mois et seulement dans le but d'examiner sa demande d'asile et se conformer à leurs obligations sous la Directive Dublin et le droit national. Le requérant ne peut ainsi pas faire valoir qu'il a développé des liens familiaux étroits en Suisse avec sa sœur, laquelle est elle-même arrivée en Suisse seulement quelques jours avant le requérant et n'a été admise à rester en Suisse que pour la durée du traitement de sa propre demande d'asile. Irrecevable (unanimité).

Regesto Questo riassunto esiste solo in francese. DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ de la Cour EDH: SUISSE: Art. 3 et 8 CEDH, pris isolément et combinés avec l'art. 13 CEDH. Renvoi en Italie d'un requérant d'asile syrien souffrant de problèmes psychiques (stress post-traumatique). Affaire similaire à celle de A.S. contre Suisse. La situation générale du dispositif d'accueil en Italie ne saurait constituer en soi un obstacle à tout renvoi de

demandeurs d'asile vers ce pays. Par ailleurs, l'intéressé n'a pas développé de relations familiales étroites en Suisse avec sa soeur, elle-même arrivée dans ce pays quelques jours seulement avant le requérant et dont le séjour sur le territoire suisse était toléré pendant la durée de la procédure d'asile. De plus, le Tribunal administratif fédéral procède normalement à un examen approfondi de chaque situation individuelle et n'hésite pas à invoquer la clause de souveraineté contenue dans l'art. 3 par. 2 du règlement Dublin. Il en résulte que le requérant a bénéficié d'un recours effectif. En conséquence, son grief tiré de l'art. 13 combiné avec l'art. 3 et l'art. 8 CEDH doit être rejeté pour défaut manifeste de fondement (ch. 16 - 31). Conclusion: requête déclarée irrecevable. Sintesi dell'UFG (4° rapporto trimestriale 2015) Trattamenti inumani o degradanti (art. 3 CEDU); diritto al rispetto della vita privata e familiare (art. 8 CEDU); diritto ad un ricorso effettivo (art. 13 in combinato disposto con art. 3 e 8 CEDU); allontanamento verso l'Italia. Il ricorrente siriano di origine curda ha fatto valere un possibile trattamento contrario all'articolo 3 CEDU nel caso di un allontanamento verso l'Italia, sulla base delle cattive condizioni per i richiedenti l'asilo e della mancanza di assistenza per la sua malattia psichica. L'allontanamento, inoltre, costituirebbe una violazione del diritto al rispetto della vita privata e familiare (art. 8 CEDU) in quanto interromperebbe il rapporto con la sorella e suo marito, residenti in Svizzera, tanto più che il ricorrente è particolarmente bisognoso di protezione e dipendente dalla sorella a causa della propria malattia psichica. In merito all'articolo 3 CEDU, la Corte ha stabilito che il caso presenta delle somiglianze con la sentenza A.S. contro la Svizzera del 30 giugno 2015 (cfr. Cernita di sentenze e decisioni della Corte europea dei diritti dell'uomo 2° trimestre 2015), nella quale aveva deciso che lo stato di salute del ricorrente non era critico e che nulla indicasse la mancanza di un adeguato trattamento dei problemi psichici nel caso di ritorno in Italia. La Corte ha inoltre stabilito che le condizioni di accoglienza di per sé non giustificano un blocco di tutti gli allontanamenti verso l'Italia. La Corte ha fatto riferimento alla sentenza A.S. contro la Svizzera anche in merito all'articolo 8 CEDU, rilevando che le autorità nazionali avevano concesso al ricorrente di restare in Svizzera per meno di due mesi e al solo fine di esaminare la sua domanda d'asilo e di soddisfare le disposizioni del regolamento Dublino e le norme nazionali. Il ricorrente non può pertanto far valere la costituzione in Svizzera di uno stretto legame familiare con la sorella, tanto più che ella era entrata in Svizzera solo pochi giorni prima del ricorrente e all'epoca anche il suo soggiorno era stato autorizzato solo per la durata della procedura d'asilo. Irricevibile (unanimità).

## **Volltext**

Bundesgericht (BGE) EGMR 03.11.2015 20151103\_37466\_13 (A. M. c. Suisse) Tribunal fédéral (ATF) CEDH 03.11.2015 20151103\_37466\_13 (A. M. c. Suisse) Tribunale federale (DTF) CEDU 03.11.2015 20151103\_37466\_13 (A. M. c. Suisse)

Regeste Diese Zusammenfassung existiert nur auf Französisch. DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ de la CourEDH: SUISSE: Art. 3 et 8 CEDH, pris isolément et combinés avec l'art. 13 CEDH. Renvoi en Italie d'un requérant d'asile syrien souffrant de problèmes psychiques (stress post-traumatique). Affaire similaire à celle de A.S. contre Suisse. La situation générale du dispositif d'accueil en Italie ne saurait constituer en soi un obstacle à tout renvoi de demandeurs d'asile vers ce pays. Par ailleurs, l'intéressé n'a pas développé de relations familiales étroites en Suisse avec sa soeur, elle-même arrivée dans ce pays quelques jours seulement avant le requérant et dont le séjour sur le territoire suisse

était toléré pendant la durée de la procédure d'asile. De plus, le Tribunal administratif fédéral procède normalement à un examen approfondi de chaque situation individuelle et n'hésite pas à invoquer la clause de souveraineté contenue dans l'art. 3 par. 2 du règlement Dublin. Il en résulte que le requérant a bénéficié d'un recours effectif. En conséquence, son grief tiré de l'art. 13 combiné avec l'art. 3 et l'art. 8 CEDH doit être rejeté pour défaut manifeste de fondement (ch. 16 - 31). Conclusion: requête déclarée irrecevable.

Inhaltsangabe des BJ (4. Quartalsbericht 2015) Unmenschliche oder erniedrigende Behandlung (Art. 3 EMRK), Achtung des privat- und Familienlebens (Art. 8 EMRK); Recht auf wirksame Beschwerde (Art. 13 i.V.m. Art. 3 und 8 EMRK; Wegweisung nach Italien. Der syrische Beschwerdeführer kurdischer Herkunft machte geltend, dass ihm aufgrund der schlechten Verhältnisse für Asylsuchende und mangels verfügbarer Pflege für seine psychische Krankheit im Falle einer Wegweisung nach Italien eine gegen Artikel 3 EMRK widersprechende Behandlung droht. Durch die Abschiebung nach Italien würde zudem die Beziehung zu seiner Schwester und deren Ehemann abgebrochen, welche beide in der Schweiz wohnten; dies verletze sein Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens (Art. 8 EMRK) umso mehr, als er besonders schutzbedürftig und aufgrund seiner psychischen Erkrankung von seiner Schwester abhängig sei. Zu Artikel 3 EMRK stellte der Gerichtshof fest, dass der Fall Ähnlichkeiten mit dem Urteil A.S. gegen die Schweiz vom 30. Juni 2015 aufweist (vgl. Ausgewählte Urteile und Entscheide des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte 2. Quartal 2015). Dort habe er entschieden, dass weder der Gesundheitszustand des Beschwerdeführers kritisch sei noch Anzeichen bestünden für ein Unterbleiben einer angemessenen Behandlung der psychischen Probleme im Falle einer Rückkehr nach Italien. Weiter stellte der Gerichtshof fest, dass die Aufnahmebedingungen für sich alleine keinen Vollzugsstopp für alle Wegweisungen in dieses Land rechtfertigen. Auch bei Artikel 8 EMRK bezog sich der Gerichtshof auf das Urteil A.S. gegen die Schweiz und stellte fest, dass die Anwesenheit des Beschwerdeführers von den Schweizer Behörden weniger als zwei Monate lang toleriert worden ist und einzig dazu diene, das Asylgesuch zu prüfen sowie den Bestimmungen der Dublin-Verordnung und den innerstaatlichen Regeln gerecht zu werden. Der Beschwerdeführer könne somit nicht geltend machen, dass in der Schweiz eine enge familiäre Beziehung zur Schwester entstanden sei, welche ihrerseits nur einige Tage vor dem Beschwerdeführer in die Schweiz eingereist und deren Aufenthalt damals auch nur für die Dauer ihres Asylverfahrens bewilligt war. Unzulässig (einstimmig). Regeste DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ de la CourEDH: SUISSE: Art. 3 et 8 CEDH, pris isolément et combinés avec l'art. 13 CEDH. Renvoi en Italie d'un requérant d'asile syrien souffrant de problèmes psychiques (stress post-traumatique). Affaire similaire à celle de A.S. contre Suisse. La situation générale du dispositif d'accueil en Italie ne saurait constituer en soi un obstacle à tout renvoi de demandeurs d'asile vers ce pays. Par ailleurs, l'intéressé n'a pas développé de relations familiales étroites en Suisse avec sa soeur, elle-même arrivée dans ce pays quelques jours seulement avant le requérant et dont le séjour sur le territoire suisse était toléré pendant la durée de la procédure d'asile. De plus, le Tribunal administratif fédéral procède normalement à un examen approfondi de chaque situation individuelle et n'hésite pas à invoquer la clause de souveraineté contenue dans l'art. 3 par. 2 du règlement Dublin. Il en résulte que le requérant a bénéficié d'un recours effectif. En conséquence, son grief tiré de l'art. 13 combiné avec l'art. 3 et l'art. 8 CEDH doit être rejeté pour défaut manifeste de fondement (ch. 16 - 31). Conclusion: requête déclarée irrecevable. Synthèse de l'OFJ (4ème rapport trimestriel 2015) Traitements inhumains et dégradants (art. 3 CEDH); respect de la

vie privée et familiale (art. 8 CEDH); droit à un recours effectif (art. 13 combiné avec les art. 3 et 8 CEDH); renvoi en Italie. Le requérant, syrien d'origine kurde, a principalement fait valoir qu'en cas de renvoi en Italie, il subirait des traitements contraires à l'article 3 CEDH en raison des mauvaises conditions d'accueil des requérants d'asile dans ce pays et du manque de soins disponibles pour traiter sa maladie mentale. Sous l'angle de l'article 8 CEDH, il a fait valoir qu'en rompant le lien qu'il entretient avec sa sœur et le mari de sa sœur, qui vivent les deux en Suisse, son renvoi vers l'Italie violerait son droit au respect de sa vie privée et familiale, ce d'autant plus qu'il serait particulièrement vulnérable et dépendant de sa sœur en raison de sa maladie mentale. Sous l'angle de l'art. 3 CEDH, la Cour a constaté que cette affaire était similaire à l'affaire A.S. c. Suisse du 30 juin 2015 (cf. arrêts et décisions choisis de la Cour européenne des droits de l'homme 2ème trimestre 2015), dans laquelle elle avait constaté que le requérant n'était pas atteint de manière critique dans sa santé et qu'il n'y avait pas d'indices selon lesquels il ne recevrait pas un traitement approprié pour ses problèmes psychologiques en cas de retour en Italie. Elle a également rappelé que les conditions d'accueil ne pouvaient pas, en elles-mêmes, justifier le blocage de tous les renvois vers ce pays. Sous l'angle de l'art. 8 CEDH, la Cour s'est également référée à l'arrêt A.S. c. Suisse et a constaté que la présence du requérant sur le territoire suisse a été tolérée par les autorités suisses pour moins de deux mois et seulement dans le but d'examiner sa demande d'asile et se conformer à leurs obligations sous la Directive Dublin et le droit national. Le requérant ne peut ainsi pas faire valoir qu'il a développé des liens familiaux étroits en Suisse avec sa sœur, laquelle est elle-même arrivée en Suisse seulement quelques jours avant le requérant et n'a été admise à rester en Suisse que pour la durée du traitement de sa propre demande d'asile. Irrecevable (unanimité). Regesto Questo riassunto esiste solo in francese. DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ de la Cour EDH: SUISSE: Art. 3 et 8 CEDH, pris isolément et combinés avec l'art. 13 CEDH. Renvoi en Italie d'un requérant d'asile syrien souffrant de problèmes psychiques (stress post-traumatique). Affaire similaire à celle de A.S. contre Suisse. La situation générale du dispositif d'accueil en Italie ne saurait constituer en soi un obstacle à tout renvoi de demandeurs d'asile vers ce pays. Par ailleurs, l'intéressé n'a pas développé de relations familiales étroites en Suisse avec sa soeur, elle-même arrivée dans ce pays quelques jours seulement avant le requérant et dont le séjour sur le territoire suisse était toléré pendant la durée de la procédure d'asile. De plus, le Tribunal administratif fédéral procède normalement à un examen approfondi de chaque situation individuelle et n'hésite pas à invoquer la clause de souveraineté contenue dans l'art. 3 par. 2 du règlement Dublin. Il en résulte que le requérant a bénéficié d'un recours effectif. En conséquence, son grief tiré de l'art. 13 combiné avec l'art. 3 et l'art. 8 CEDH doit être rejeté pour défaut manifeste de fondement (ch. 16 - 31). Conclusion: requête déclarée irrecevable. Sintesi dell'UFG (4° rapporto trimestriale 2015) Trattamenti inumani o degradanti (art. 3 CEDU); diritto al rispetto della vita privata e familiare (art. 8 CEDU); diritto ad un ricorso effettivo (art. 13 in combinato disposto con art. 3 e 8 CEDU); allontanamento verso l'Italia. Il ricorrente siriano di origine curda ha fatto valere un possibile trattamento contrario all'articolo 3 CEDU nel caso di un allontanamento verso l'Italia, sulla base delle cattive condizioni per i richiedenti l'asilo e della mancanza di assistenza per la sua malattia psichica. L'allontanamento, inoltre, costituirebbe una violazione del diritto al rispetto della vita privata e familiare (art. 8 CEDU) in quanto interromperebbe il rapporto con la sorella e suo marito, residenti in Svizzera, tanto più che il ricorrente è particolarmente bisognoso di protezione e dipendente dalla sorella a causa della propria malattia psichica. In merito all'articolo 3 CEDU, la Corte ha stabilito che il caso

presenta delle somiglianze con la sentenza A.S. contro la Svizzera del 30 giugno 2015 (cfr. Cernita di sentenze e decisioni della Corte europea dei diritti dell'uomo 2° trimestre 2015), nella quale aveva deciso che lo stato di salute del ricorrente non era critico e che nulla indicasse la mancanza di un adeguato trattamento dei problemi psichici nel caso di ritorno in Italia. La Corte ha inoltre stabilito che le condizioni di accoglienza di per sé non giustificano un blocco di tutti gli allontanamenti verso l'Italia. La Corte ha fatto riferimento alla sentenza A.S. contro la Svizzera anche in merito all'articolo 8 CEDU, rilevando che le autorità nazionali avevano concesso al ricorrente di restare in Svizzera per meno di due mesi e al solo fine di esaminare la sua domanda d'asilo e di soddisfare le disposizioni del regolamento Dublino e le norme nazionali. Il ricorrente non può pertanto far valere la costituzione in Svizzera di uno stretto legame familiare con la sorella, tanto più che ella era entrata in Svizzera solo pochi giorni prima del ricorrente e all'epoca anche il suo soggiorno era stato autorizzato solo per la durata della procedura d'asilo. Irrricevibile (unanimità).

Urteilskopf 37466/13 A. M. c. Suisse Décision d'irrecevabilité no. 37466/13, 03 novembre 2015 Regeste Diese Zusammenfassung existiert nur auf Französisch. DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ de la CourEDH: SUISSE: Art. 3 et 8 CEDH , pris isolément et combinés avec l' art. 13 CEDH . Renvoi en Italie d'un requérant d'asile syrien souffrant de problèmes psychiques (stress post-traumatique). Affaire similaire à celle de A.S. contre Suisse. La situation générale du dispositif d'accueil en Italie ne saurait constituer en soi un obstacle à tout renvoi de demandeurs d'asile vers ce pays. Par ailleurs, l'intéressé n'a pas développé de relations familiales étroites en Suisse avec sa soeur, elle-même arrivée dans ce pays quelques jours seulement avant le requérant et dont le séjour sur le territoire suisse était toléré pendant la durée de la procédure d'asile. De plus, le Tribunal administratif fédéral procède normalement à un examen approfondi de chaque situation individuelle et n'hésite pas à invoquer la clause de souveraineté contenue dans l'art. 3 par. 2 du règlement Dublin. Il en résulte que le requérant a bénéficié d'un recours effectif. En conséquence, son grief tiré de l'art. 13 combiné avec l'art. 3 et l' art. 8 CEDH doit être rejeté pour défaut manifeste de fondement (ch. 16 - 31). Conclusion: requête déclarée irrecevable.

Inhaltsangabe des BJ (4. Quartalsbericht 2015) Unmenschliche oder erniedrigende Behandlung (Art. 3 EMRK), Achtung des privat- und Familienlebens (Art. 8 EMRK); Recht auf wirksame Beschwerde (Art. 13 i.V.m. Art. 3 und 8 EMRK; Wegweisung nach Italien. Der syrische Beschwerdeführer kurdischer Herkunft machte geltend, dass ihm aufgrund der schlechten Verhältnisse für Asylsuchende und mangels verfügbarer Pflege für seine psychische Krankheit im Falle einer Wegweisung nach Italien eine gegen Artikel 3 EMRK widersprechende Behandlung droht. Durch die Abschiebung nach Italien würde zudem die Beziehung zu seiner Schwester und deren Ehemann abgebrochen, welche beide in der Schweiz wohnten; dies verletze sein Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens (Art. 8 EMRK) umso mehr, als er besonders schutzbedürftig und aufgrund seiner psychischen Erkrankung von seiner Schwester abhängig sei. Zu Artikel 3 EMRK stellte der Gerichtshof fest, dass der Fall Ähnlichkeiten mit dem Urteil A.S. gegen die Schweiz vom 30. Juni 2015 aufweist (vgl. Ausgewählte Urteile und Entscheide des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte 2. Quartal 2015). Dort habe er entschieden, dass weder der Gesundheitszustand des Beschwerdeführers kritisch sei noch Anzeichen bestünden für ein Unterbleiben einer angemessenen Behandlung der psychischen Probleme im Falle einer Rückkehr nach Italien. Weiter stellte der Gerichtshof fest, dass die Aufnahmebedingungen für sich alleine keinen Vollzugsstopp für alle Wegweisungen in dieses Land rechtfertigen. Auch bei Artikel 8 EMRK bezog sich der Gerichtshof auf das

Urteil A.S. gegen die Schweiz und stellte fest, dass die Anwesenheit des Beschwerdeführers von den Schweizer Behörden weniger als zwei Monate lang toleriert worden ist und einzig dazu diente, das Asylgesuch zu prüfen sowie den Bestimmungen der Dublin-Verordnung und den innerstaatlichen Regeln gerecht zu werden. Der Beschwerdeführer könne somit nicht geltend machen, dass in der Schweiz eine enge familiäre Beziehung zur Schwester entstanden sei, welche ihrerseits nur einige Tage vor dem Beschwerdeführer in die Schweiz eingereist und deren Aufenthalt damals auch nur für die Dauer ihres Asylverfahrens bewilligt war. Unzulässig (einstimmig). Sachverhalt THIRD SECTION DECISION Application no. 37466/13 A. M. against Switzerland The European Court of Human Rights (Third Section), sitting on 3 November 2015 as a Chamber composed of: Luis López Guerra, President, George Nicolaou, Helen Keller, Helena Jäderblom, Johannes Silvis, Dmitry Dedov, Branko Lubarda, judges, and Marialena Tsirli, Deputy Section Registrar, Having regard to the above application lodged on 10 June 2013, Having regard to the interim measure indicated to the respondent Government under Rule 39 of the Rules of Court, Having deliberated, decides as follows: THE FACTS 1. The applicant, Mr A.M., is a Syrian national of Kurdish origin, who was born in 1993 and lives in Geneva. The President granted the applicant's request for his identity not to be disclosed to the public (Rule 47 § 4 of the Rules of Court). The applicant was represented before the Court by Mr B. Wijkstrom, a lawyer practising in Geneva. A. The circumstances of the case 2. The facts of the case, as submitted by the applicant, may be summarised as follows. 3. The applicant arrived in Italy on an unknown date. His fingerprints were recorded in the EURODAC system on 17 December 2012. On 29 December 2012 the applicant entered Switzerland from Italy and sought asylum the same day. Soon after reaching Geneva, the applicant started to suffer from mental illness. 4. The applicant's sister had arrived in Switzerland on 19 December 2012, had applied for asylum and had received a temporary permit which entitled her to remain on Swiss territory for the duration of her own asylum application. She was married to a man who had been granted temporary refugee status. 5. On 17 January 2013, the Swiss Federal Migration Office ("FMO") requested that its Italian counterparts take charge of the applicant's asylum request, pursuant to Article 10 § 1 of Regulation no. 343/2003/EC (the "Dublin Regulation"). On 21 February 2013, the Italian immigration authorities explicitly accepted the FMO's request. On 22 February 2013, the applicant's asylum request was rejected by the FMO on the basis of the fact that he had entered Switzerland from another "Dublin" State. The FMO refused the application of the humanitarian clause provided for in § 15 of the Dublin Regulation. 6. On 24 April 2013, the applicant was diagnosed with post-traumatic stress disorder, depression and back pain. He was put on a course of weekly psychiatric sessions and was given an anti-depressant (Zoloft, 50mg/day). According to the medical report, the stabilization of his psychological and social environment was a precondition for the successful outcome of the applicant's therapy. According to a subsequent medical report, dated 6 June 2013, the applicant showed some risk of self-harm, which could go as far as suicide if he were returned to Italy, where he had been allegedly abused by the police. The report clearly stated, however, that the applicant's death thoughts were passive and did not disclose any concrete plan (" sans projet concret "). 7. The applicant appealed against the decision of the FMO to the Federal Administrative Court. The appeal was rejected on 28 May 2013. B. Relevant domestic law and relevant law of the European Union 8. The relevant domestic law is set out in the Court's judgment in the case of Tarakhel v. Switzerland ([GC], no. 29217/12 , §§ 22-23 and 26-27, 4 November 2014). 9. The relevant instruments and principles of European Union

law are set out in the same judgment (§§ 28-36). 10. In particular, the Court recalls that the Dublin Regulation is applicable to Switzerland under the terms of the association agreement of 26 October 2004 between the Swiss Confederation and the European Community regarding criteria and mechanisms for establishing the State responsible for examining a request for asylum lodged in a Member State or in Switzerland (OJ L 53 of 27 February 2008). The Dublin Regulation was recently replaced by Regulation (EU) No. 604/2013 of the European Parliament and of the Council of 26 June 2013 (the "Dublin III Regulation"), which is designed to make the Dublin system more effective and to strengthen the legal safeguards for persons subject to the Dublin procedure. 11. The Dublin III Regulation entered into force on 1 January 2014 and was passed into law by the Swiss Federal Council on 7 March 2014. C. The Italian context 12. A detailed description of the asylum procedure and the legal framework and organisation of the reception system for asylum seekers in Italy is also set out in the Tarakhel judgment ( §§ 36-50). COMPLAINTS 13. The applicant complained that if returned to Italy he would face treatment contrary to Article 3 of the Convention. 14. Under Article 8 of the Convention the applicant alleged that, by severing his relationship with his sister and with his sister's husband, who both lived in Switzerland, his removal to Italy would violate his right to respect for his family and private life. 15. Under Article 13 in conjunction with Articles 3 and 8, the applicant claimed that he did not have an effective remedy to assess the alleged violation of his rights under Article 3 and 8 of the Convention. Erwägungen THE LAW A. Complaint under Article 3 of the Convention 16. The applicant alleged that given the poor general reception conditions of asylum seekers in Italy and the lack of proper care for his mental illness, if removed to that country he would be subjected to inhuman and degrading treatment prohibited by Article 3 of the Convention. Article 3 provides as follows: "No one shall be subjected to torture or to inhuman or degrading treatment or punishment." 17. The Court reiterates that according to its well-established case-law the expulsion of an asylum seeker by a Contracting State may give rise to an issue under Article 3, and hence engage the responsibility of that State under the Convention, where substantial grounds have been shown for believing that the person concerned faces a real risk of being subjected to torture or inhuman or degrading treatment or punishment in the receiving country. In such circumstances, Article 3 implies an obligation not to expel the individual to that country (see *Soering v. the United Kingdom* , 7 July 1989, §§ 90-91, Series A no. 161; *Vilvarajah and Others v. the United Kingdom* , 30 October 1991, § 103, Series A no. 125; *H.L.R. v. France* , 29 April 1997, § 34, Reports 1997-III; *Jabari v. Turkey* , no. 40035/98, § 38, ECHR 2000-VIII; and *Salah Sheekh v. the Netherlands* , no. 1948/04 , § 135, ECHR 2007-I; *Saadi v. Italy [GC]*, no. 37201/06 , § 152, ECHR 2008; *M.S.S.* , cited above, § 365). 18. With regard to persons suffering from serious mental illness, the Court recalls that in *Bensaid v. the United Kingdom* (no. 44599/98 , ECHR 2001-I), which concerned the removal from the United Kingdom of an Algerian national who was a schizophrenic, the Court unanimously rejected the complaint under Article 3 (§§ 36-40), considering that the case did not disclose the exceptional circumstances where the applicant was in the final stages of a terminal illness and had no prospect of medical care or family support (compare and contrast with *D. v. the United Kingdom* , § 53, 2 May 1997, Reports of Judgments and Decisions 1997-III). 19. In a subsequent case, concerning the removal of a Moroccan national from Finland to Morocco ( *S.B. v. Finland (dec.)*, no. 17200/11 , § 36, 24 June 2014) the Court found that mental health care was available in Morocco, that treatment for depression as well as for anxiety disorders was in general available in outpatient and

inpatient clinics and that the applicant also had access to the anti-depressant medication which had been prescribed for her. It therefore considered that the applicant would have access to treatment for her severe depression, post-traumatic stress disorder and generalised anxiety disorder in Morocco and was therefore not at risk of treatment contrary to Article 3 of the Convention if removed to Morocco. 20. In a more recent judgment ( *A.S. v. Switzerland* , no. 39350/13 , 30 June 2015) the Court examined the case of another Syrian national to be removed from Switzerland to Italy under the Dublin Regulation and also suffering from post-traumatic stress disorder and back pain. In *A.S. v. Switzerland* , the Court considered that the applicant was not critically ill and there was no indication that, if returned to Italy, he would not receive appropriate psychological treatment and would not have access to anti-depressants of the kind that he was receiving in Switzerland (§ 36). Accordingly, the Court found that the implementation of the decision to remove the applicant to Italy would not give rise to a violation of Article 3 of the Convention (§ 38).

21. In the Court's view, the present case cannot be distinguished from *A.S. v. Switzerland* . Moreover, the Court reiterates that the overall situation of the reception arrangements in Italy cannot in itself act as a bar to all removals of asylum-seekers to that country (see *Tarakhel* , cited above, §§ 114-115). The applicant's complaint under Article 3 of the Convention is therefore manifestly ill-founded and must be declared inadmissible, pursuant to Article 35 §§ 3 and 4 of the Convention. B. Complaints under Article 8 of the Convention 22. Under Article 8 of the Convention the applicant alleged that, by severing his relationship with his sister and with his sister's husband, who both lived in Switzerland, his removal to Italy would violate his right to respect for his family life. He also contended that as he was in a particularly vulnerable situation and dependent on his sister due to his mental illness, his removal to Italy would also violate his right to respect for his private life. Article 8 reads as follows: "1. Everyone has the right to respect for his private and family life, his home and his correspondence. 2. There shall be no interference by a public authority with the exercise of this right except such as is in accordance with the law and is necessary in a democratic society in the interests of national security, public safety or the economic well-being of the country, for the prevention of disorder or crime, for the protection of health or morals, or for the protection of the rights and freedoms of others."

23. In *A.S. v. Switzerland* , which is similar to the present case, as the applicant had two sisters living in Switzerland, the Court noted that the applicant's presence on Swiss territory had been accepted by the domestic authorities for a very short period of time (four months) and only for the purpose of examining his status as an asylum seeker and complying with their relevant obligations under the Dublin Regulation and national law (§ 49). The Court recalled that it had already held that there would be no family life, within the meaning of Article 8, between parents and adult children or between adult siblings unless they could demonstrate additional elements of dependence ( *ibid.* ). It considered that assuming that the applicant and his sisters had maintained family ties when they were living in Syria and assuming that additional elements of dependence could be demonstrated in the applicant's case, it could not be argued that the tolerance by the domestic authorities of the applicant's presence on Swiss territory for a lengthy period of time had enabled him to establish and develop strong family ties in Switzerland. Bearing in mind the margin of appreciation afforded to States in immigration matters, the Court found that a fair balance had been struck between the competing interests at stake, namely the personal interests of the applicant, in establishing any family life in Switzerland on the one hand and, on the other, the public order interests of the respondent Government in controlling immigration ( *ibid.* ,

§ 51). As to the applicant's complaint regarding the fact that his removal to Italy would have prevented him from continuing to benefit from the support of his sisters in the context of his therapy, the Court recalled that it had already been dealt with under Article 3 and it did not consider it necessary to examine it again under Article 8 of the Convention ( *ibid.* , § 52).

24. In the Court's view, again, the present case cannot be distinguished from *A.S. v. Switzerland* . On the one hand, the applicant lodged his application for asylum the very same day he entered Swiss territory on 29 December 2012 (see paragraph 3 above) and the FMO rejected it on 22 February 2013 (see paragraph 5 above). His presence on Swiss territory was therefore tolerated by the domestic authorities for less than two months and only for the purpose of examining his status as an asylum seeker and complying with their relevant obligations under the Dublin Regulation and national law (see paragraph 24 above). Assuming that the applicant and his sister had maintained family ties when they were living in Syria and assuming that any elements of dependence could be demonstrated in the applicant's case, it cannot be argued that he had established and developed strong family ties in Switzerland with his sister, who had herself arrived in Switzerland only a few days before the applicant and was at that time tolerated on Swiss territory only for the duration of her own asylum application (see paragraph 4 above).

25. In view of the above considerations, the applicant's complaints under Article 8 are manifestly ill-founded and therefore inadmissible, pursuant to Article 35 §§ 3 and 4 of the Convention.

C. Complaint under Article 13 combined with Articles 3 and 8 of the Convention

26. The applicant complained in very general terms that he had been denied an effective remedy in respect of his complaints under Articles 3 and 8 of the Convention because the Federal Administrative Court "failed to take account of his right to respect for his private and family life and his right to be free from torture, and inhuman and degrading treatment". Article 13 of the Convention provides: "Everyone whose rights and freedoms as set forth in [the] Convention are violated shall have an effective remedy before a national authority notwithstanding that the violation has been committed by persons acting in an official capacity."

27. The Court reiterates that an applicant's complaint alleging that his or her removal to a third State would expose him or her to treatment prohibited under Article 3 of the Convention "must imperatively be subject to close scrutiny by a 'national authority'" (see *Hirsi Jamaa and Others v. Italy* [GC], no. 27765/09 , § 198, ECHR 2012 and *Tarakhel* , cited above, § 126). That principle has led the Court to rule that the notion of "effective remedy" within the meaning of Article 13 taken in conjunction with Article 3 requires, firstly, "independent and rigorous scrutiny" of any complaint made by a person in such a situation, where "there exist substantial grounds for fearing a real risk of treatment contrary to Article 3" and, secondly, "the possibility of suspending the implementation of the measure impugned" ( *ibid.* ).

28. In the present case the Court notes that following the decision of the FMO of 22 February 2013 to reject his asylum application and return him to Italy, the applicant was able to lodge an application with the Federal Administrative Court. He submitted before that court that his removal to Italy would be in breach of his rights under Articles 3 and 8 of the Convention in view of the reception conditions in Italy and the severance of his ties with his sister and his brother in law (see paragraph 4 above). The appeal was lodged with the Federal Administrative Court on 30 April 2013 and that court delivered its judgement promptly on 28 May 2013. The judgment was fully reasoned, addressed in detail the complaints raised by the applicant, in particular in the light of this Court's case-law, and did not contain the slightest trace of arbitrariness (see *Tarakhel* , cited above, § 130).

29. Furthermore, as the Court has already noted in the *Tarakhel* judgment (§ 131), the

Federal Administrative Court normally undertakes a thorough examination of each individual situation and does not hesitate to invoke the "sovereignty clause" contained in Article 3(2) of the Dublin Regulation. 30. It follows that, assuming that the applicant had arguable claims, he had available to him an effective remedy. Accordingly, his complaint under Article 13 of the Convention taken in conjunction with Articles 3 and 8 must be rejected as manifestly ill-founded, in accordance with Article 35 §§ 3 (a) and 4 of the Convention. 31. In view of the above, it is appropriate to discontinue the application of Rule 39 of the Rules of Court. Entscheid For these reasons, the Court, unanimously, Declares the application inadmissible. Done in English and notified in writing on 26 November 2015. Marialena Tsirli Deputy Registrar Luis López Guerra President

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.